



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Les Clefs du Trésor

Nos dernières publications

Blog d'Agnès Bénassy Quéré

Réallocations de main d'œuvre : place aux travaux pratiques, le 24 juin

Trésor Éco

Compétences et réallocations intersectorielles des emplois après la crise, le 24 juin

Les dispositifs de partage de la valeur en France et en Europe, le 17 juin

Articles et autres publication

Le rapport d'activité de la DG Trésor

trethor : le nouvel outil de la DG Trésor pour réaliser des prévisions macroéconomiques

Programme de l'édition du jour

Point de conjoncture par **Agnès Bénassy-Quéré**, chef économiste du Trésor

Présentation n°1 : **Les réallocations des emplois après la crise** par **Mélanie Coueffé**, adjointe à la cheffe du bureau Marché du travail et politiques de l'emploi

Présentation n°2 : **Initiatives multilatérales en matière de dette des pays à faible revenu**, par **Schwan Badirou-Gafari**, chef du bureau Endettement, Financement international et secrétariat du Club de Paris

Prochaines éditions des Clefs du Trésor

Mardi 21 septembre de 16h à 17h

Vendredi 15 octobre de 11h à 12h

Vendredi 12 novembre entre 15h et 16h

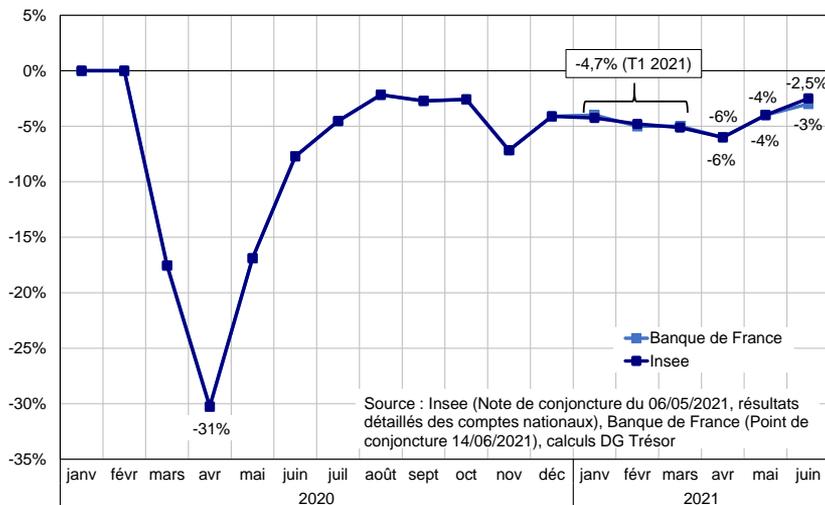
Vendredi 17 décembre de 15h à 16h

Situation conjoncturelle

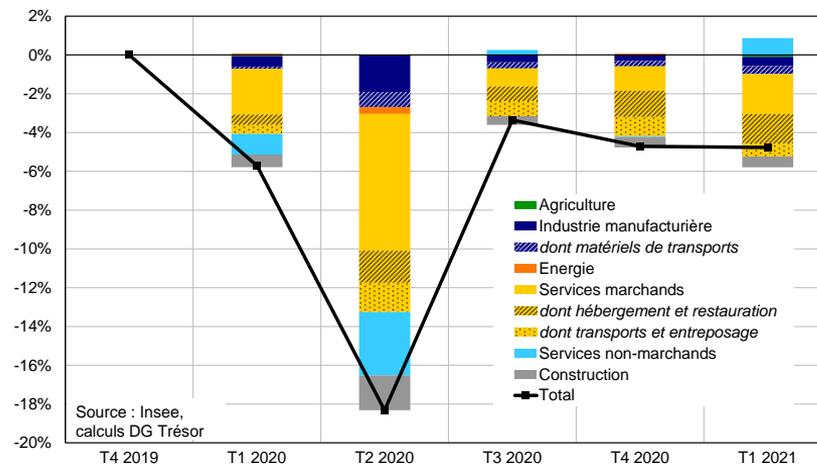
Agnès Bénassy-Quéré
Chef économiste

L'activité a été modérément pénalisée en avril et rebondit rapidement

Perte mensuelle de PIB

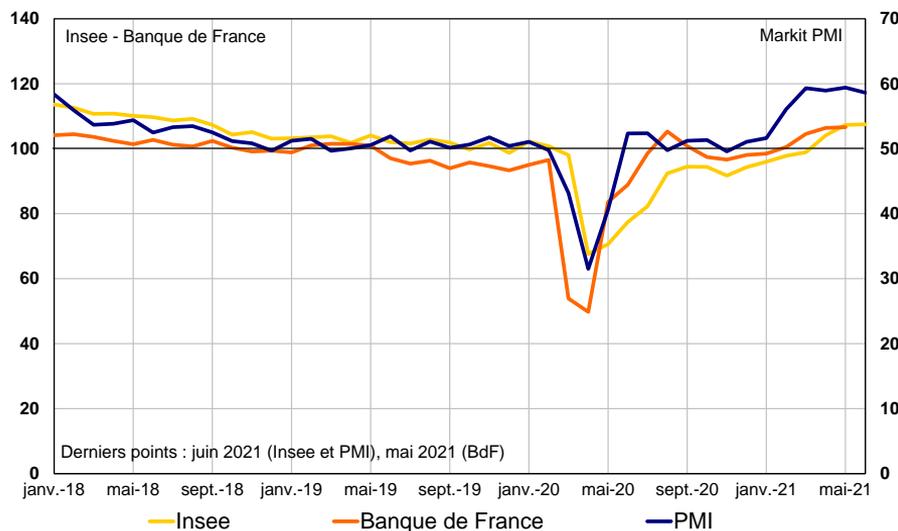


Contributions en niveau à l'écart de la valeur ajoutée par rapport au 4e trimestre 2019

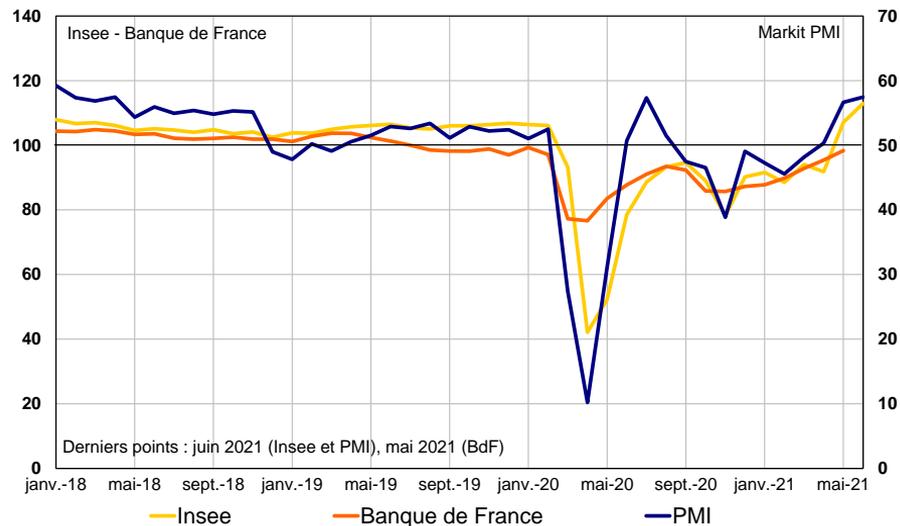


Les enquêtes de conjoncture sont favorables et montrent une forte amélioration sur les derniers mois

Climats des affaires dans l'industrie

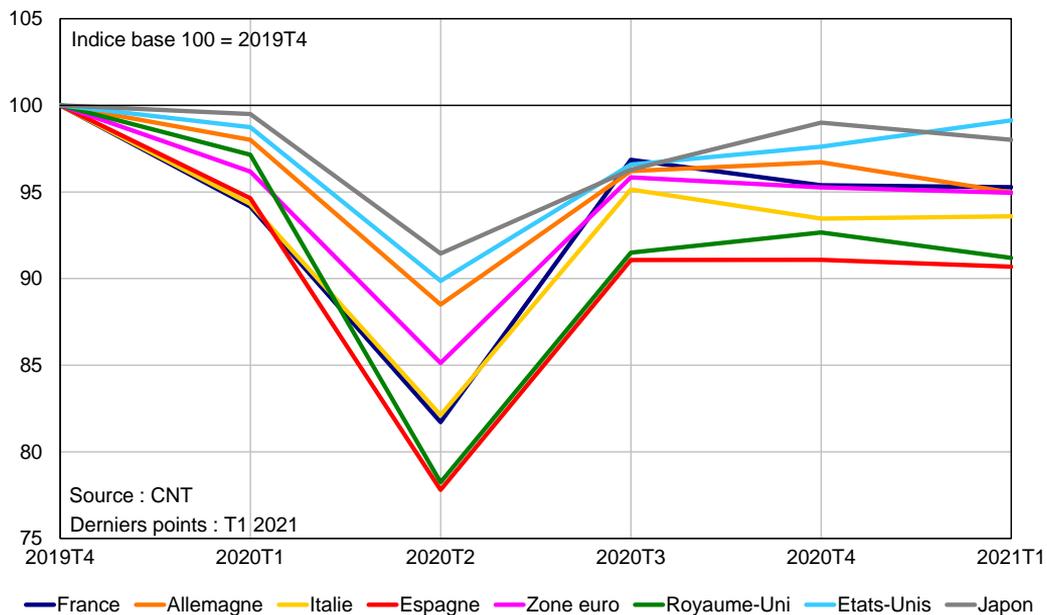


Climats des affaires dans les services



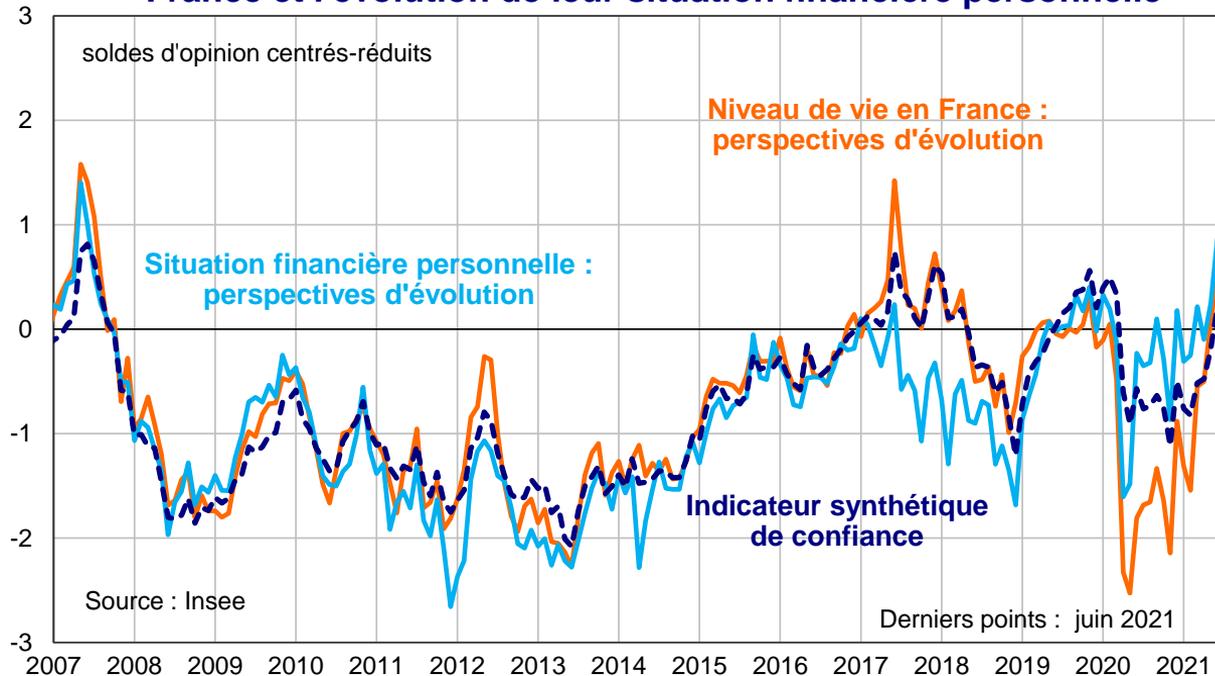
Allemagne et France rebondissent mieux que Royaume-Uni, Italie et Espagne

PIB dans les principaux pays avancés



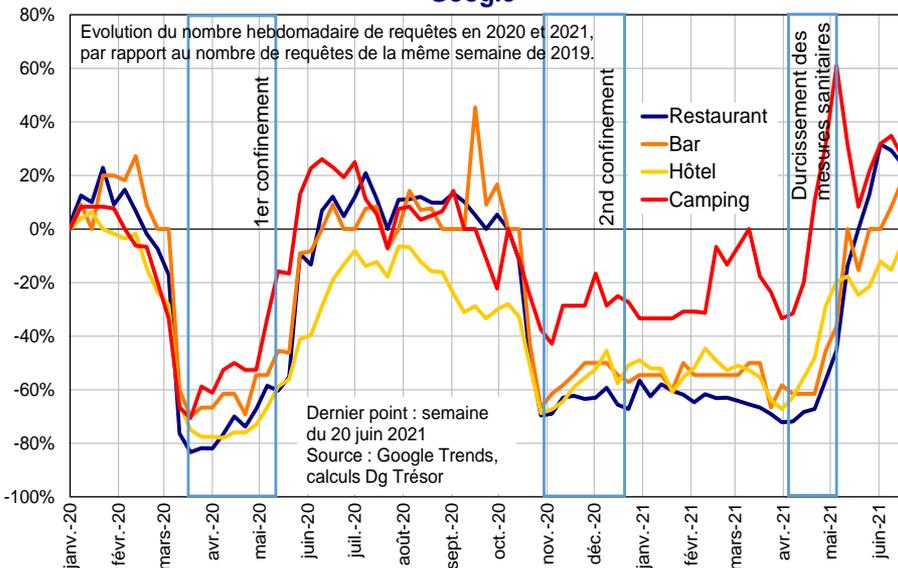
Les réouvertures ont fait rebondir la confiance des ménages

Evolution de l'opinion des ménages sur le niveau de vie futur en France et l'évolution de leur situation financière personnelle

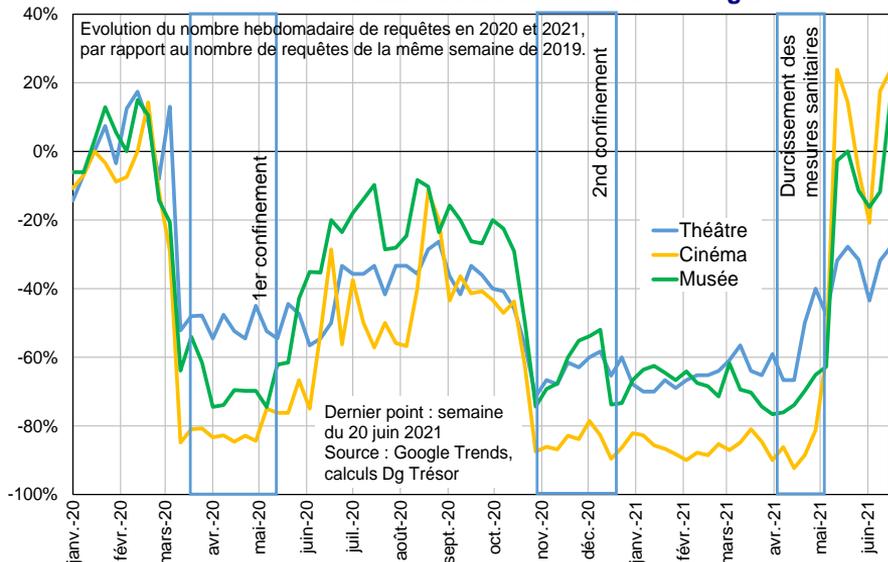


Les recherches Google reflètent des intentions de consommation plus élevées que durant l'été 2020

Occurrence de l'hébergement-restauration dans les recherches Google



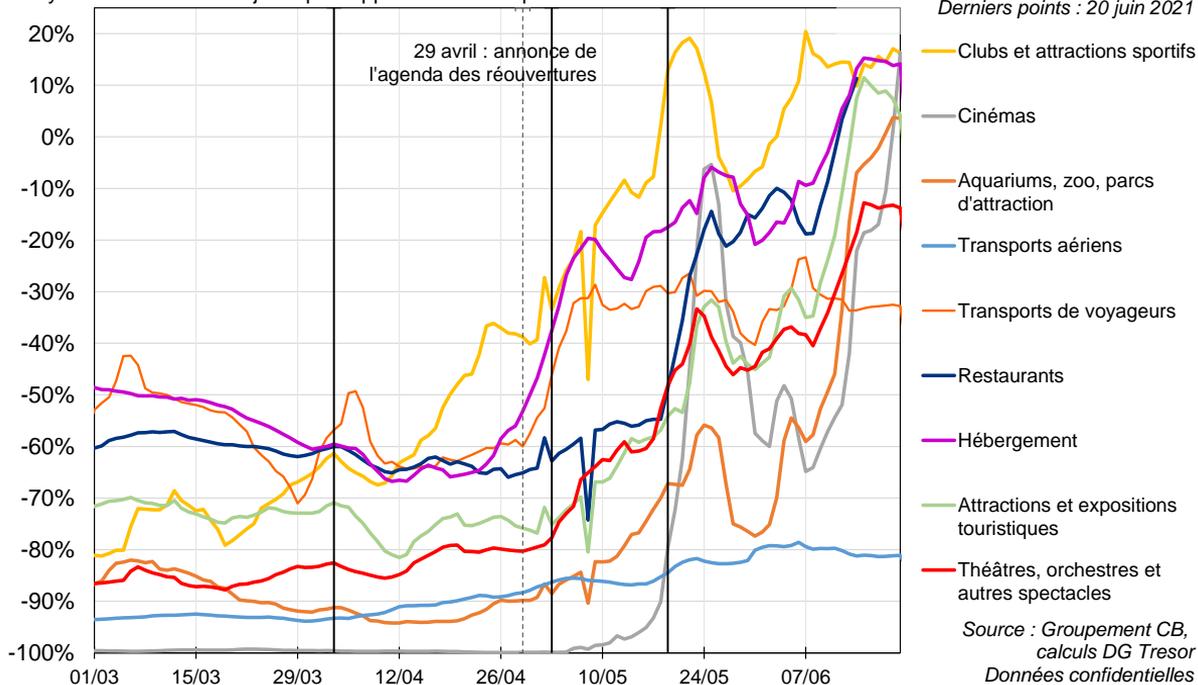
Occurrence des loisirs dans les recherches Google



Les paiements par cartes bancaires rebondissent fortement

Montant des paiements par CB par type de commerce - zoom sur quelques secteurs ayant fortement baissé

Moyenne des 7 derniers jours par rapport à la même période en 2019



Conclusion

- Une **reprise vigoureuse** validant la stratégie de préservation du tissu productif
- Tirée par la **consommation** et l'**investissement**
- Trois **enjeux** majeurs :
 - **Compétitivité** : tirer profit de la normalisation du commerce mondial
 - **Transformation** écologique et numérique
 - **Réallocations** intra et inter-sectorielles : capital et travail

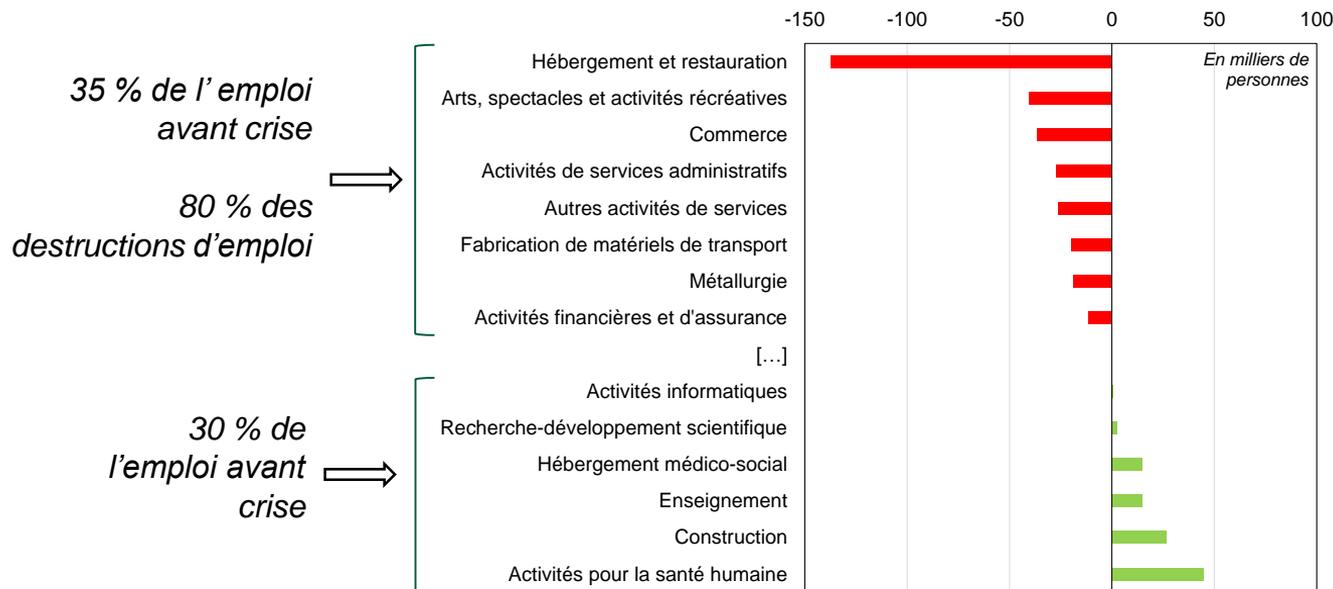
Source : Note de conjoncture Insee 1^{er} juillet 2021.

1. Compétences et réallocations intersectorielles des emplois après la crise

Mélanie COUEFFE

Quelques secteurs concentrent les destructions d'emploi

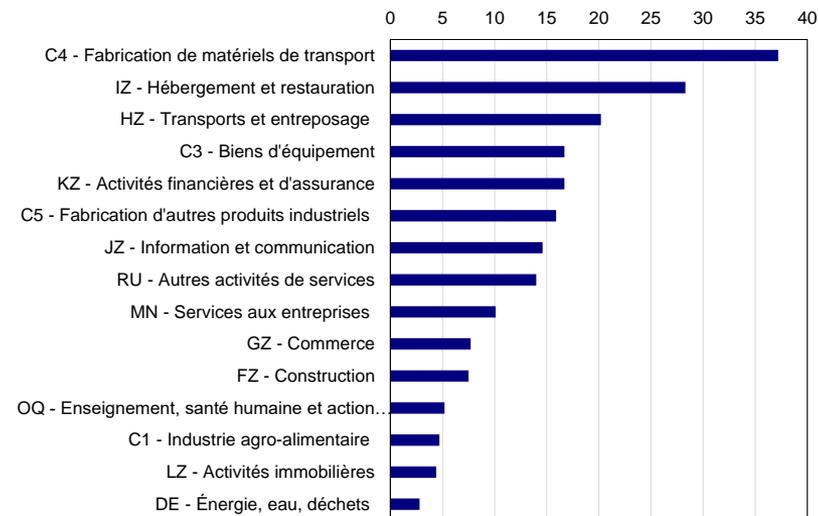
Destructions et créations d'emplois par secteur en 2020



Des perspectives de rebond de l'activité inégales selon les secteurs

- L'activité reprend avec la levée progressive des restrictions sanitaires.
- **Mais la reprise est inégale selon les secteurs :** selon l'enquête Acemo-Covid de la Dares, 38 % des salariés du secteur de la fabrication de matériels de transport travaillaient en mai 2021 dans une entreprise n'anticipant pas de retour de l'activité à son niveau d'avant crise avant la fin de l'année. Ce chiffre s'élève à 28 % pour les salariés travaillant dans le secteur de l'hébergement restauration.
- **A l'intérieur des secteurs, la reprise n'est pas uniforme car la demande s'est transformée.**

Pourcentage de salariés par secteur travaillant dans une entreprise qui n'anticipe pas de retour de l'activité à son niveau d'avant crise avant la fin de l'année



Source : enquête Acemo-Covid, Dares, mai 2021

Réallocations d'emplois en sortie de crise

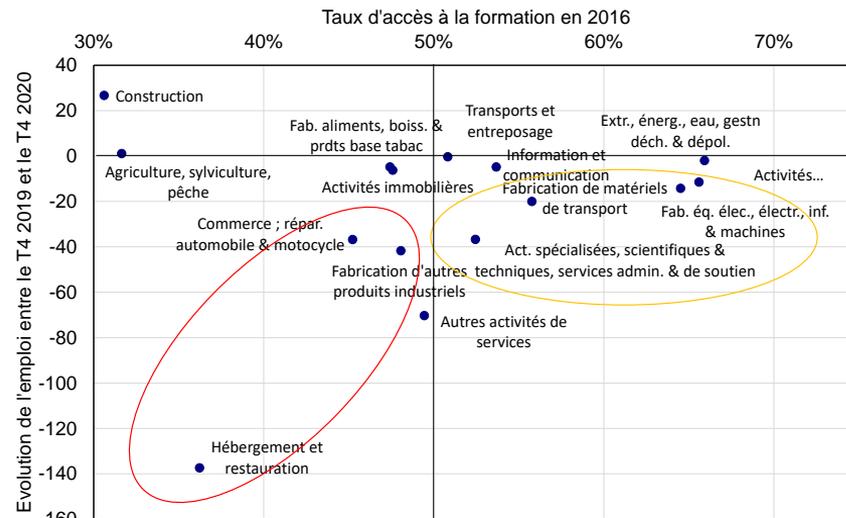
De quoi parle-t-on?

- Le « travailleur représentatif » n'existe pas
- Les travailleurs ne sont pas omniscients ni polyvalents
- Ils ne sont pas parfaitement mobiles géographiquement

→ *Quel est le potentiel de notre économie pour susciter les réallocations nécessaires?*

Des secteurs affectés qui présentent un visage hétérogène

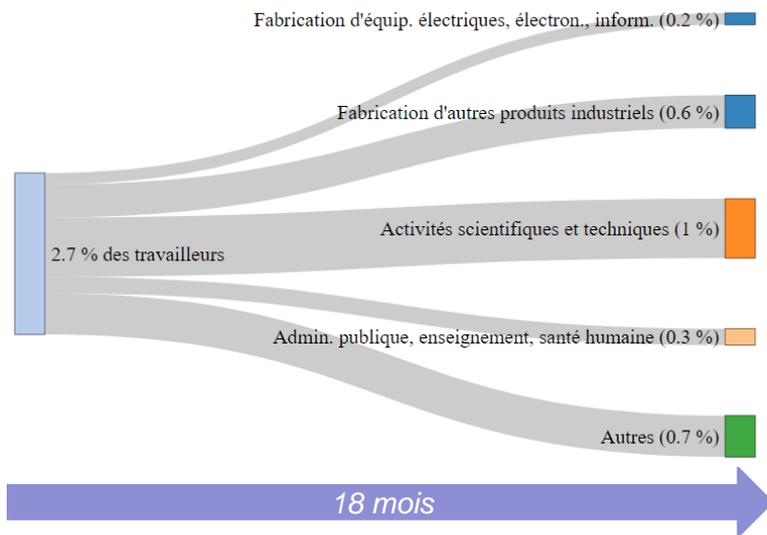
- Dans certains de ces secteurs, l'emploi était dynamique avant crise (restauration) alors que dans d'autres il était déjà en déclin (secteurs industriels).
- Certains sont caractérisés par un niveau de diplôme assez élevé (fabrication de matériels de transport, arts, spectacles et activités récréatives), d'autres par une part de non diplômés plus importante que la moyenne (activités de services administratifs, transports, hébergement-restauration).
- Certains sont concernés par un faible accès à la formation professionnelle (hébergement-restauration, commerce).



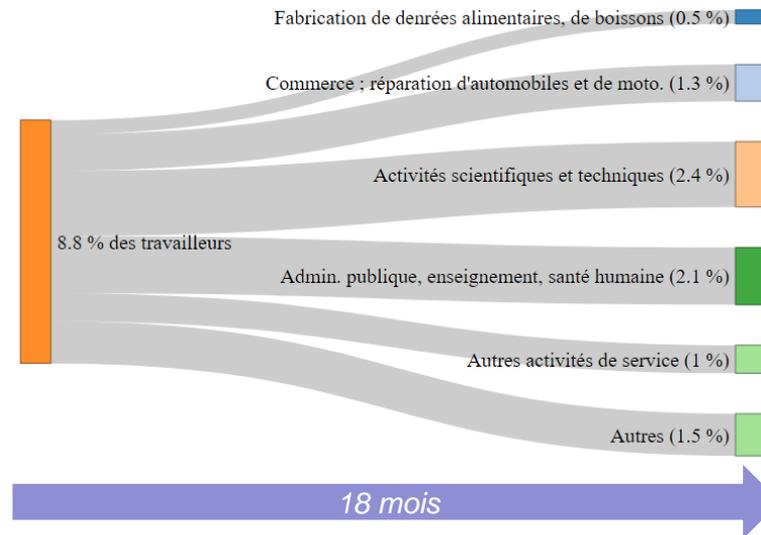
Sources : Insee, enquête Emploi, enquête sur la formation des adultes (AES), Calculs : DG Trésor.

La mobilité des travailleurs varie selon les secteurs

Fabrication de matériels de transport



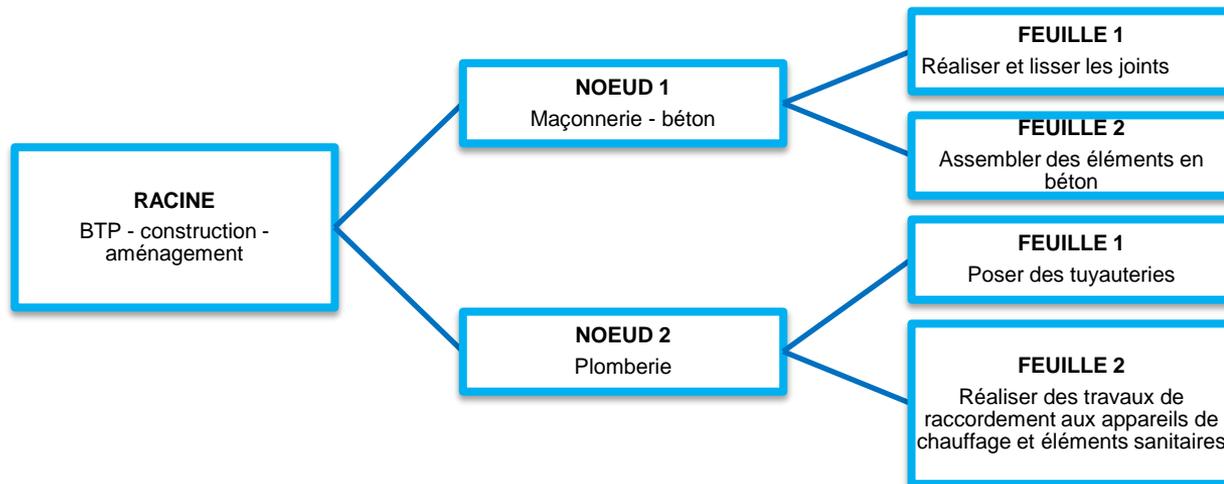
Hébergement-restauration



Source : Insee (enquête Emploi en continu, édition 2008-2018), calculs : DG Trésor. Note de lecture : En moyenne sur la période 2008-2018, 2,7 % des personnes travaillant dans la fabrication de matériels de transport travaillent dans un autre secteur 6 trimestres plus tard. Parmi eux, 1 % se sont dirigés vers les activités scientifiques et techniques, 0,6 % vers la fabrication d'autres produits industriels et 0,2 % vers la fabrication d'équipements électroniques. Les travailleurs de l'hébergement-restauration sont plus mobiles : 8,8 % ont changé de secteur.

Pôle Emploi fournit des données sur les compétences par métier

Ces compétences sont classées sous forme d'arborescence : elles sont hiérarchisées en racines, nœuds et feuilles



- En moyenne, un métier est représenté par 21 compétences nœuds.
- L'enquête Emploi en continu de l'Insee donne le poids de chaque métier par secteur.
- On peut ainsi calculer le nombre de métiers du secteur qui requièrent chaque compétence.
- On obtient in fine pour chaque compétence la part de l'emploi qui la mobilise dans chaque secteur.

Certaines compétences sont transférables. D'autres, moins.

Top 15 des compétences de base et spécifiques les plus représentées dans les secteurs destructeurs et créateurs d'emploi

Certaines compétences sont communes aux deux palmarès

Compétences des 8 secteurs les plus destructeurs d'emplois		
1	Management d'équipe	53%
2	Gestion des commandes	51%
3	Gestion des stocks et inventaires	46%
4	Vente	45%
5	Relation client	39%
6	Utilisation des technologies de l'information, des outils informatiques et/ou bureautiques	34%
7	Traitement des opérations administratives et financières	33%
8	Animation de formation et coaching	33%
9	Tenue de caisse	32%
10	Gestion de situations interpersonnelles, difficiles ou d'urgence	31%
11	Négociation	31%
12	Organisation d'une action ou pilotage d'un projet	30%
13	Contrôle de la conformité d'un produit, d'un service ou d'un équipement	29%
14	Manutention	28%
15	Actions de communication	27%

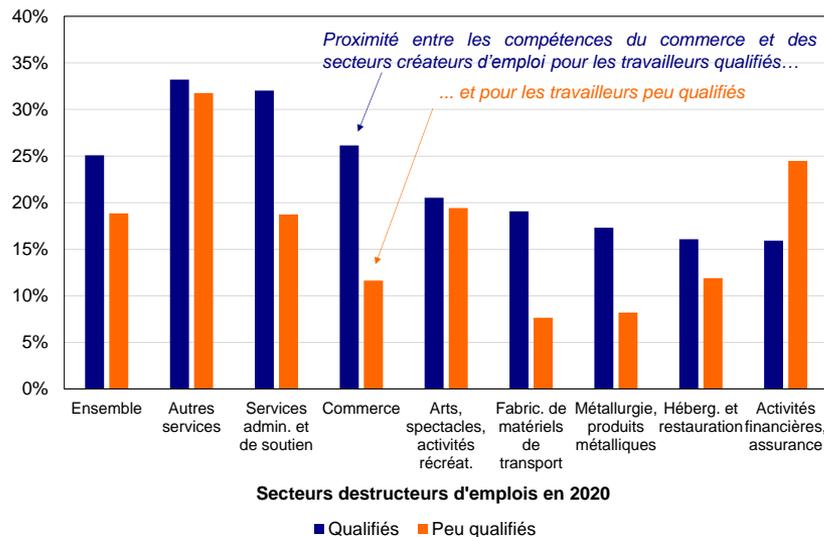
x Compétence commune entre les secteurs destructeurs et créateurs d'emplois

Compétences des 6 secteurs les plus créateurs d'emplois		
1	Management d'équipe	72%
2	Utilisation des technologies de l'information, des outils informatiques et/ou bureautiques	55%
3	Gestion de situations interpersonnelles, difficiles ou d'urgence	44%
4	Animation de formation et coaching	44%
5	Traitement des opérations administratives et financières	43%
6	Règlementation sanitaire - règles d'hygiène	39%
7	Médecine généraliste et spécialisée	37%
8	Normes et réglementation de la sécurité	32%
9	Sciences humaines et sociales	32%
10	Gestion et contrôles comptables	31%
11	Gestion des commandes	31%
12	Actions de communication	30%
13	Organisation d'une action ou pilotage d'un projet	29%
14	Assistance, conseils et soins infirmiers	29%
15	Nettoyage - entretien de locaux	28%

x Compétence spécifique aux secteurs destructeurs ou aux secteurs créateurs d'emplois

Les peu qualifiés ont moins de compétences compatibles avec les secteurs en croissance

Proximités entre les compétences des travailleurs des secteurs affectés et celles des secteurs créateurs, selon le secteur affecté



- Indice de proximité des compétences entre le secteur i et le secteur j** = corrélation entre la distribution des compétences du secteur i et la distribution des compétences du secteur j

Note de lecture : Les travailleurs peu qualifiés des secteurs destructeurs d'emplois ont des compétences plus éloignées de celles des secteurs créateurs d'emplois (coefficient de corrélation de 0,25), comparé aux travailleurs qualifiés des secteurs destructeurs d'emplois (0,19). Les compétences des travailleurs de l'hébergement-restauration sont plus éloignées de celles des secteurs créateurs d'emplois que celles des travailleurs des services administratifs et de soutien. Sources : Pôle Emploi (compétences nœuds), Insee (enquête Emploi en continu, édition 2019).

Le volet formation du plan de relance a déployé des moyens pour soutenir les reconversions

Inciter les salariés en activité partielle depuis longtemps à se former davantage et plus intensément

FNE Formation

- 1 Md€ pour former les salariés en activité partielle
- /!\ surtout mobilisé pour des formations courtes à ce stade = montée en compétences mais pas de reconversion

S'assurer que les outils de la loi Avenir pro renforcés dans le plan de relance se déploient correctement

Pro A

- peu qualifiés se convertissent en interne à l'entreprise
- 200 000 reconversions visées en 2021

CPF de transition

- Sur sélection de dossier, projet de reconversion financé
- 25 à 30 000 reconversions visées en 2021

Transitions collectives

- Favoriser les transitions professionnelles d'un secteur à un autre
- 20 à 25 000 formations visées en 2021

Abondement CPF métiers stratégiques

- Formation financée à 100% si métier identifié comme stratégique
- 25 000 formations visées en 2021

280 000
reconversions
possibles

2. Initiatives multilatérales en matière de dette des pays à faible revenu

Schwan Badirou-Gafari
Secrétaire général du Club de Paris

1. Un niveau d'endettement particulièrement élevé

- a. Les vulnérabilités liées à la dette s'étaient fortement accrues avant la crise
- b. La crise a accentué ces vulnérabilités

2. La DSSI : une mesure exceptionnelle de réponse à la crise de liquidité

- a. Mise en place et ampleur de l'initiative
- b. Impact sur l'accès à d'autres sources de financement
- c. Limites de la DSSI et nécessité d'un cadre de coordination des créanciers

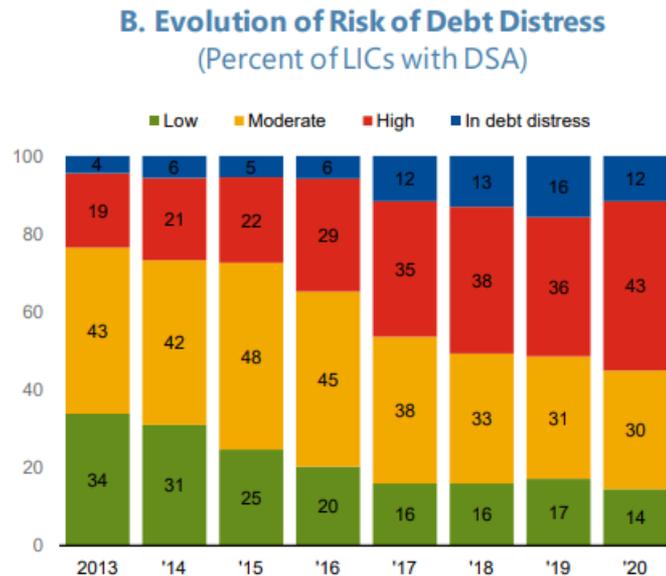
3. *Common Framework*: un cadre commun pour de futures restructurations

- a. Un cadre de coordination du Club de Paris et du G20
- b. Premières avancées

1. Un niveau d'endettement particulièrement élevé

Les vulnérabilités liées à la dette s'étaient fortement accrues avant la crise

- 80 % des pays émergents ou à faible revenu avaient un niveau d'endettement plus élevé en 2019 qu'en 2010. Pour 50 % d'entre eux, ce niveau d'endettement est supérieur de 20 points de PIB (*source : Banque mondiale*).
- En février 2020, le FMI et la Banque mondiale estimaient que plus de 50 % des économies à faible revenu étaient en risque élevé de surendettement ou en surendettement.



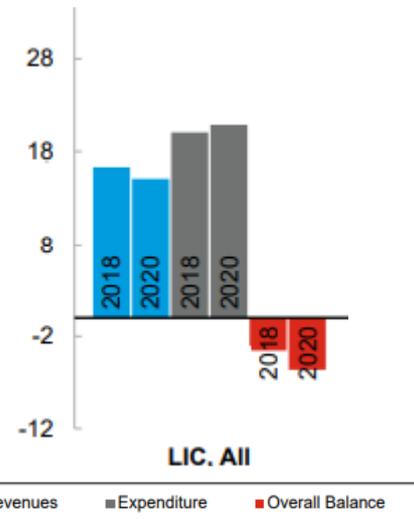
Source: LIC DSA database.

1. Un niveau d'endettement particulièrement élevé

La crise a accentué ces vulnérabilités

- Les pays à faible revenu ont été fortement affectés par la crise :
 - Altération de la trajectoire de croissance et du sentier de convergence avec les économies avancées. *Exemple* : en Afrique subsaharienne, la croissance des pays à faible revenu s'élève en moyenne à 1 % en 2020 contre 5,9 % en 2018 et 2019. (*Source* : FMI).
 - Les marges budgétaires restreintes et la chute des flux traditionnels de financement extérieur ont fortement contraint la réponse immédiate à la crise.
 - La crise a généré des besoins de financement importants, qui devraient rester supérieurs à la moyenne historique au cours des prochaines années.
 - Creusement des déficits publics et hausse des niveaux de dette.

Figure 12. Fiscal Trends Across LICs
(Percent of FY GDP; PPP-Weighted Average)



Source : IMF

1. Un niveau d'endettement particulièrement élevé

- Deux enjeux majeurs :

(1) Comment soutenir rapidement les pays à faible revenu dans le contexte de la crise?

- Besoins de financement importants vs difficulté à trouver des sources de financement

(2) Comment fournir une solution plus structurelle aux pays qui font face à des besoins de liquidité plus importants ou à une dette insoutenable?

2. La DSSI : une mesure exceptionnelle de soutien en liquidité aux pays à faible revenu

Mise en place et ampleur de l'initiative

- **Accord du G20 et du Club de Paris** (soit 29 créanciers bilatéraux officiels) pour suspendre le service de la dette dû entre le 1^{er} mai et le 31 décembre 2020.
- Objectif : permettre aux pays à faible revenu de dégager des marges de manœuvre budgétaire pour faire face à la crise sanitaire.
- 73 pays éligibles (pays éligibles aux financements IDA ou faisant partie de la liste des pays les moins développés selon l'ONU).
- Des termes standards d'un rééchelonnement neutre en valeur actuelle ont été agréés dans une *term sheet* commune par le Club de Paris et le G20.
- Première prolongation de l'initiative de 6 mois supplémentaires, jusqu'au 30 juin 2021, et seconde prolongation de 6 mois, jusqu'au 31 décembre 2021.

2. La DSSI : une mesure exceptionnelle de soutien en liquidité aux pays à faible revenu

Mise en place et ampleur de l'initiative

- Forte demande des pays bénéficiaires : en 2020, 46 pays ont demandé à bénéficier de l'initiative.
 - **5,7 Md \$ ont été différés** par les créanciers du G20 et du Club de Paris.
 - dont 2,5 Md \$ différés par le Club de Paris pour 35 pays éligibles.
- Pour l'extension de la DSSI au premier semestre 2021, le **Club de Paris a signé 33 accords de suspension**.
- Participation des créanciers non-bilatéraux:
 - Les **banques multilatérales de développement** se sont engagées à fournir des flux financiers nets positifs aux pays éligibles.
 - Les créanciers privés ont été appelés à participer sur une base volontaire selon des termes comparables. Toutefois, **aucune participation de créanciers privés n'a eu lieu à ce jour**.

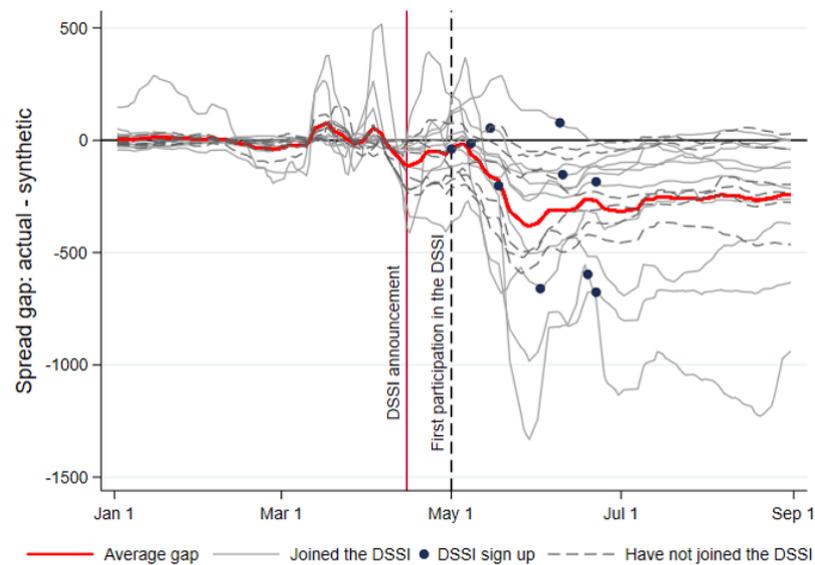
2. La DSSI : une mesure exceptionnelle de soutien en liquidité aux pays à faible revenu

Impact sur l'accès à d'autres sources de financement

La DSSI n'a pas d'impact négatif sur l'accès au marché des pays à faible revenu:

- Le *spread* des obligations souveraines des pays ayant recours à la DSSI a baissé de 300 pts de base après sa mise en place. Lang et al. (2020)
- Absence d'impact négatif sur les notations souveraines.

Figure 1 Sovereign bond spreads in DSSI-eligible countries versus their synthetic controls



Source : Lang et al. (2020)

2. La DSSI : une mesure exceptionnelle de soutien en liquidité aux pays à faible revenu

Limites de la DSSI et nécessité d'un cadre de coordination des créanciers

- La DSSI est une réponse exceptionnelle pour les pays éligibles mais elle **ne constitue pas une réponse structurelle adaptée** aux pays qui feraient face à des vulnérabilités en matière d'endettement.
- Un **cadre de coordination des créanciers est nécessaire pour fournir au cas par cas une solution** adaptée aux pays qui feraient face à des besoins de liquidité à moyen terme ou à une dette insoutenable.

3. *Common Framework* : un cadre commun pour de futures restructurations

Un cadre de coordination du Club de Paris et du G20

- Un **cadre commun au Club de Paris et au G20 agréé le 13 novembre dernier** :
 - une percée historique qui permettra pour la première fois de coordonner tous les créanciers du G20 et du Club de Paris pour fournir des traitements de dette.
- Les créanciers officiels du G20 et du Club de Paris s'engagent en effet à **négoier conjointement** avec le débiteur pour signer un *Memorandum of Understanding* définissant les termes d'un traitement de dette.
- Ce cadre commun est fortement **inspiré des principes du Club de Paris**:
 - Conditionnalité
 - Cas par cas
 - comparabilité de traitement.

3. *Common Framework* : un cadre commun pour de futures restructurations

Premières avancées

- A ce jour, **trois pays ont formulé une demande de restructuration** dans le cadre du *Common Framework* : Tchad, Ethiopie, Zambie.

- (1) **Tchad** : les créanciers membres du Club de Paris et du G20 (Inde, Chine, Arabie saoudite et France) ont formé un comité de créanciers, dont la première réunion s'est tenue le 15 avril. Lors de la quatrième réunion, le comité des créanciers a fourni des assurances de financement au FMI.

- (2) **Ethiopie** : un comité de créanciers est en cours de formation.

- (3) **Zambie** : les autorités sont encore en cours de discussions avec le FMI pour conclure un *staff level agreement*.

Merci de votre attention

www.tresor.economie.gouv.fr

